

Mercredi 13 juin 2007

**COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES  
DU MERCREDI 11 JUILLET 2007**

*Ce mercredi 11 juillet 2007, de 11 heures 15 à 12 heures 40 minutes, au Palais de la Présidence de la République, sous la présidence du Président de la République, Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, s'est tenu un Conseil des Ministres.*

*L'ordre du jour de ce Conseil portait exclusivement sur l'examen d'une communication verbale de Monsieur le Premier Ministre, relative à l'attaque perpétrée à l'aéroport de Bouaké contre l'avion qui le transportait le vendredi 29 juin 2007.*

Avant d'entendre la communication de Monsieur le Premier Ministre, le Président de la République a tenu à réaffirmer son soutien et ses encouragements associés à ceux de la Nation tout entière, au Premier Ministre, et à la délégation qu'il conduisait à Bouaké.

Le Président de la République a par ailleurs exprimé sa satisfaction des actions immédiatement menées par le Premier Ministre à savoir, la poursuite de l'action gouvernementale par l'installation effective des Magistrats à Bouaké et la série de visites rendues aux blessés et aux parents des défunts.

Terminant son propos liminaire, le Président de la République a félicité l'équipage du Fokker 100 et les magistrats présents à Bouaké qui, avec courage, ont accepté de soutenir l'audience solennelle d'installation de la cour d'appel de Bouaké.

Le Président de la République a enfin souhaité que des obsèques officielles soient organisées pour les victimes de l'attentat de Bouaké.

Prenant la parole à la suite du Président de la République, le Premier Ministre a indiqué que la préparation de sa communication a vu la participation des Ministres en charge de la Défense, de l'Economie et des Finances et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Cette communication visait à informer le Conseil des Ministres sur l'attaque perpétrée contre l'avion de Monsieur le Premier Ministre et la délégation qu'il conduisait le vendredi 29 juin 2007 à Bouaké et a examiné les mesures nécessaires à l'accélération du processus de sortie de crise.

Le premier Ministre avant d'aborder les circonstances de l'attaque de l'avion et de soumettre à l'examen du Conseil des mesures indispensables à la poursuite du processus de sortie de crise, a tenu à rappeler le contexte socio-politique prévalant au moment de l'attentat.

Ainsi, a – t-il souligné, l'attentat survient au moment où le Gouvernement s'étant approprié le programme de sortie de crise tel que stipulé par l'Accord politique de Ouagadougou, l'a traduit en une matrice d'actions assortie d'un agenda d'exécution. Cela, lors du conseil des Ministres du 24 mai 2007.

L'exécution des différentes diligences résultant de ladite matrice de mise en œuvre de l'Accord politique d'Ouagadougou a débouché sur les acquis indéniables suivants :

- la création et la mise en place du Centre de commandement intégré ;
- la suppression de la Zone de confiance et le déploiement d'unités mixtes ;
- la signature et la promulgation d'une nouvelle loi d'amnistie ;
- le retour annoncé de la Banque Africaine de Développement (BAD) ;
- la conclusion prochaine d'un programme post-conflit avec le Fonds Monétaire International ;
- la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'Union Européenne ;
- la nomination et l'affectation des Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture sur l'ensemble du territoire national y compris dans les zones Centre, Nord et Ouest ;
- la nomination et l'affectation des magistrats dans 45 juridictions dans le cadre des audiences foraines ;
- la signature des arrêtés portant création du groupe de travail sur les audiences foraines et la reconstitution des registres d'Etat-civil d'une part, et sur l'identification générale des populations, d'autre part et ;
- la tenue de la première réunion du Cadre Permanent de Concertation à Yamoussoukro.

Sur le plan économique, le Budget 2007 a été préparé et adopté dans un esprit de prudence, tout en faisant l'hypothèse de la reprise de la coopération financière avec les Institutions de financement telles le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, la Banque Africaine de développement et l'Union Africaine.

En effet, la concertation entamée a permis d'engager les négociations avec le FMI et de procéder aux arrangements avec la Banque Mondiale pour la mobilisation d'un don de 120 millions de dollars destiné au financement du programme post crise. Par ailleurs, les contributions des partenaires au développement devraient permettre de mobiliser environ 102 milliards de francs pour le financement du programme de sortie de crise. Pour accélérer ces différents processus, le Gouvernement a, depuis le mois de juin, commencé à honorer les engagements contractés dans le cadre de l'apurement des arriérés de paiement de la dette extérieure, pour lui permettre de renouer avec la communauté financière internationale.

L'engagement de ces actions qui, par la même occasion, concrétisait la volonté des parties d'aller à la paix, a contribué à apaiser progressivement le climat politique et social et fait naître, chez nos compatriotes comme nos partenaires, l'espoir d'une nouvelle dynamique de dialogue et de paix.

C'est dans la poursuite de ces actions que s'inscrivait le programme de travail du Premier Ministre à Bouaké et à Yamoussoukro, notamment :

- l'installation officielle des magistrats de la Cour d'Appel de Bouaké ;
- la table ronde des bailleurs de fonds pour le financement du programme de sortie de crise qui devait se tenir à Yamoussoukro le 02 Juillet 2007 ;
- la reprise du processus des audiences foraines ;
- la cérémonie des « Flammes ou Bûcher de la Paix » à laquelle devaient prendre part, outre le Président de la République, les chefs d'Etat d'Afrique du Sud, du Burkina Faso et du Ghana, prévue pour le 05 Juillet 2007.

Ces résultats positifs enregistrés par la mise en œuvre trois (3) mois seulement après la formation du gouvernement sont salués, tant pour ce qui concerne les actions de sortie de crise que pour l'activité gouvernementale normale, par la communauté nationale et internationale.

Aussi, l'accord Politique de Ouagadougou a eu le mérite de décriper la vie socio- politique de la Nation. En témoigne entre autres la liberté de circulation et d'exercice des activités de tous les partis politiques sur l'étendue du territoire national et l'acceptation dudit Accord par tous.

C'est dans ce contexte qu'est survenu l'attentat horrible qui a fait quatre (4) morts et plusieurs blessés, tous occupant de l'avion et duquel est sorti indemne le Premier Ministre ; attentat dont le déroulement a été largement présenté par un communiqué du Gouvernement au soir du 29 juin 2007.

Avant d'aborder le volet des mesures nécessaires à la poursuite sans relâche dans la voie de la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou, seule voie de sortie de crise, le Conseil a :

- salué la mémoire des disparus, exprimé à nouveau sa compassion au Premier Ministre, et à toute la délégation qui l'accompagnait, notamment aux blessés ainsi qu'aux familles endeuillées,
- salué le sens élevé de la nation du Premier Ministre, son courage et le sang froid dont il a fait preuve dans cette difficile épreuve,
- solidairement renouvelé son attachement à l'Accord Politique de Ouagadougou et a réaffirmé sa détermination à poursuivre la mise en œuvre complète de la matrice d'actions de sortie de crise .

Afin de consolider le processus en cours, d'accélérer la mise œuvre de l'Accord de Ouagadougou et témoigner de sa volonté de poursuivre les actions de sortie de crise. Le Conseil décide :

- de rendre un hommage appuyé aux défunts de l'attentat par l'organisation d'obsèques nationales ce vendredi 13 juillet 2007 dans l'enceinte de la Primature en présence du Chef de l'Etat ;
- de faire la lumière sur l'attentat de Bouaké. Ainsi, tout en rappelant qu'une information judiciaire a été déjà ouverte au plan national, le conseil a décidé de saisir le Secrétaire général des Nations Unies aux fins de la mise en place d'une commission internationale d'enquête. A cet effet, le Premier Ministre, le Ministre des Affaires Etrangères et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ont été instruits pour prendre dans les meilleurs délais les dispositions utiles.
- d'entreprendre des mesures visant à renforcer la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national ;
- de l'accélération du redéploiement de l'Administration en vue du début rapide des audiences foraines ;
- de l'organisation effective du bûcher dit Flamme de la paix le 30 juillet 2007 à Bouaké en présence du Chef de l'Etat et de nombreux invités de marque.

Avant de lever la séance, le Président de la République a instruit le Gouvernement à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou et a tenu à rassurer à nouveau la population et a exhorté les agents redéployés de l'Etat à accomplir leur mission en toute sérénité.

**Fait à Abidjan, le 11 juillet 2007**

**Le Ministre de l'Intégration Africaine  
Porte-parole du Gouvernement  
Amadou KONE**